

**Augustin Charles**

**A. MBIA**

Assistant

*ESSTIC*

*Université de Yaoundé II*

**UNE CONTRIBU-  
TION À LA CON-  
NAISSANCE DE  
L'ÉTHOS DES  
RADIO URBAINES  
D'AFRIQUE  
SUBSAHARIENNE :  
ANALYSE  
DU DISCOURS  
POLITIQUE DES  
RADIO PRIVÉES  
DE YAOUNDÉ**

## **RESUME**

Le pouvoir des medias est une préoccupation de premier ordre dans un contexte africain de mutations politiques. La dimension idéologique au centre de la littérature sur les médias en Afrique occulte les aspects proprement discursifs et médiatiques de la construction du pouvoir de la presse. L'auteur tente une modélisation de l'architecture formelle du discours politique des radios urbaines de Yaoundé. Il décrit les effets de proximité et les effets d'autorité qui en découlent. Les logiques explicatives de ce déploiement discursif remontent pour certaines aux rationalités aristotéliennes d'arène, et résultent, pour d'autres des discours sociaux de légitimation de la vérité journalistique. La mise en œuvre de ces modèles explique la mécompréhension entre radios et publics de Yaoundé par le décalage entre les représentations sociales du journaliste et la réalité du fonctionnement du journalisme et des medias. L'auteur postule aussi que l'avantage des radios urbaines de Yaoundé dans leur rapport au politique pourrait avoir parti liée avec le pouvoir de leurs émissions d'opinion sur leurs publics.

**Mots-clés :** Radio urbaine, discours politique, pouvoir, éthos, attitudes, mise en scène radiophonique, architecture du discours.

## **ABSTRACT**

The capacity of the media is a concern of first order in African context of political changes. Ideological dimension

in the centre of the literature on the media in Africa occults the aspects properly discursive and media of the construction of the capacity of the press. The author tries a modelling of the formal architecture of the political speech of the urban radios of Yaounde. He describes the effects of proximity and the effects of authority which result from this. Explanatory logics of this discursive deployment go back, for some, to aristotelicians rationalities of arena, and result, for others, of the social discourses of legitimization of the journalistic truth. The application of the model explains the miscomprehension between radios and public of Yaounde by the shift between the social representations of the journalist and the reality of the functioning of journalism and the media. The author also postulates that the advantage of the urban radios of Yaounde in their relationship with the political actors and institutions could be dependent with the capacity of their opinion programs on their audiences.

## **INTRODUCTION**

Les études sur la presse en Afrique depuis la libéralisation et la diversification du secteur ont porté leur attention vers le discours politique des médias (Langue Menye, Modo Asse...), mais davantage encore vers l'influence du contexte politique, et vers les relations entre ceux-ci et les acteurs, les institutions et les formes d'organisation politiques (Boyomo Assala, Kone, Mabou, Frère, Tudesq...).

Les différentes études consultées laissent entendre l'idée que la presse constitue un pouvoir ou un contre-pouvoir par rapport aux acteurs et institutions politiques. La posture althussérienne, et plus généralement marxiste et néo marxiste, s'impose comme dominante dans la recherche, contribuant à ériger l'influence et la liberté des médias en thèmes majeurs de l'analyse de la presse dans les pays de l'Est et du Tiers Monde. Une tendance lourde de la sociologie des médias en Afrique porte alors sur le rapport du politique et du médiatique en direction d'un ensemble de problématiques inscrites sur l'axe conflictuel et ou dominant/dominé.

Il y a, dans cette démarche, au moins deux présupposés théoriques. Le premier est que les médias existent de manière positive, sous la forme d'un tout homogène, et qu'ils sont producteurs de formes instituées de discours qui sont, a priori et ontologiquement, le discours des médias. Ce pouvoir existerait donc a priori, comme constituant consubstantiel des médias, ou des institutions qui structurent l'espace public.

Quand ce pouvoir est perçu comme découlant d'un acteur ou d'une institution politique, l'analyse est alors sous-tendue par l'idée que le pouvoir de la presse serait de la même essence que le pouvoir politique. Tjade Eone avance

l'idée d'une consubstantialité de la radio et du pouvoir dans le contexte pré démocratique et de parti unique qui règne en Afrique avant les années 1990<sup>1</sup>. La radio est alors la radio du pouvoir politique établi. Le pouvoir est dans la radio parce que la radio est dans le pouvoir, les deux devenant consubstantiels et indissociables.

Dans l'époque postérieure à la libéralisation des ondes, la radio est perçue comme un pouvoir parallèle, ou mieux, comme un contre pouvoir par rapport aux pouvoirs politiques. La presse s'inscrirait donc dans un jeu, soit d'alliance, soit de pouvoir parallèle, soit de face à face agonique avec les acteurs politiques. La limite de l'analyse ici réside dans l'absence d'une véritable interrogation sur la *nature* donc de ce pouvoir propre aux medias, et qui en ferait un pouvoir autonome en regard du pouvoir des acteurs politique.

Le second présupposé théorique qui sous tend les études sur la presse en Afrique situe le pouvoir et l'identité des médias au cœur des contenus idéologiques de leurs discours. Il en découle un aperçu dichotomique des médias en Afrique, dont certains seraient affidés aux pouvoirs en place, et dont d'autres feraient figure d'insoumis (Marie Soleil Frère). Mais une telle catégorisation ne peut être totalement opérante.

### **1) - *Objet de recherche***

Le projet du présent texte est de questionner les processus de construction du discours politique des ra-

---

<sup>1</sup> « *Le cordon ombilical qui lie la radio au pouvoir politique est mis à nu. Et le Cameroun peut alors revendiquer son appartenance à cette Afrique où, plus qu'ailleurs, la radio apparaît comme l'une des composantes essentielles du pouvoir, un enjeu de taille en période de crise... Aussi bien dans l'exercice du pouvoir que lors de sa conquête, l'homme politique ici, doit compter sur la radio. Il doit la maîtriser.* »

Tjade Eone, *Radios, publics et pouvoirs au Cameroun : utilisations officiels et besoins sociaux*, Paris, l'Harmattan, 1986, page 18.

dios privées urbaines d'Afrique, en partant de quelques suggestions :

D'abord que les radios tiendraient le pouvoir dont ils se réclament vis-à-vis des acteurs et institutions politiques en contexte concurrentiel de l'avantage qu'ils tirent de leurs relations avec leurs publics ;

Ensuite que les médias, faute de détenir a priori et de manière définitive un pouvoir qui leur soit consubstantiel, construisent ce pouvoir sur les publics dans la foulée des actes de discours qui les constituent ;

Enfin qu'au-delà de leurs contenus idéologiques, les médias développent, y compris dans leurs discours politiques, chacun un ensemble d'attitudes participant de la mise en scène radiophonique et qui constituent leur pouvoir, du fait qu'ils instaurent et maintiennent la relation que chacun des différents organes entretient avec son public.

Ces trois suggestions seront soumises à l'épreuve du discours politique des radios privées urbaines de la ville de Yaoundé. L'attitude théorique qui découle d'un tel projet s'inscrit d'une part dans l'idée d'un pouvoir qui serait de l'ordre non pas de la domination, mais de la relation. « *On ne peut pas comparer le pouvoir d'un média avec celui d'un État, ou celui de la justice. Pouvoir ne peut pas ici signifier coercition, assujettissement, domination. Un média ne peut pas s'imposer à son interlocuteur [...]. Cet interlocuteur ne peut avoir accès à ce média qu'à travers un acte volontaire.*<sup>2</sup> ». Cet acte volontaire de l'auditeur ou du téléspectateur fait l'objet d'une négociation constante et systématique du média, à travers des attitudes qu'il nous appartiendra de décrire ici dans leurs éléments de mise en scène du discours politique des radios urbaines de Yaoundé.

---

<sup>2</sup> Jean-Pierre Esquenazzi, *Le pouvoir d'un média : TF1 et son discours*, L'Harmattan, page 21.

Il s'agit, donc aussi d'autre part, de se décaler de la posture du « tout idéologique », et d'indiquer le déploiement formel du discours médiatique comme l'un des sièges de la production du pouvoir médiatique et de la construction de la relation entre les organes médiatiques et leurs publics.

*Le projet du présent travail est de décrire l'architecture du discours politique des radios urbaines de Yaoundé, et d'analyser les mécanismes de leur mise en scène radiophonique dans son rapport avec les publics.*

Nous posons que parallèlement au conformisme journalistique, il semble se développer dans l'environnement médiatique envisagé un renouvellement et une subversion des catégories discursives ordinaires de la radio au profit de formes attitudinales interactives et dissidentes, qui fondent et motivent la relation entre le discours politique radiophonique et son public.

## **2) - Méthodologie**

La mise en scène du discours radiophonique s'inscrit résolument au cœur d'une telle démarche. Il s'agit d'identifier, de décrire et d'analyser un ensemble d'attitudes présumées cohérentes, développées par la radio à travers les éléments formels de son discours, et dont la fonctionnalité est d'asseoir le pouvoir du média. Les énonciateurs du discours radiophonique, le métadiscours, les niveaux de langue, l'habillage d'antenne, la programmation et les dispositifs de production seront les indicateurs de ces postures de la radio. L'objet de recherche ainsi identifié induit deux incidences au plan méthodologique.

En premier lieu, celle-ci induit une étude essentiellement immanente du discours politique radiophonique.

On interrogera légitimement la capacité d'une telle démarche à appréhender la relation du discours avec son public. Il n'est question d'occulter, ni la présence du public comme instance de co production à plusieurs titres du sens des éléments de mise en scène du discours radiophonique, ni l'importance de la situation d'énonciation en général dans le processus de production de ce discours. Il est question de prendre en compte la situation d'énonciation telle qu'elle se laisse dessiner dans ses contours divers, par le mode de la présence ou par le mode de l'absence, au sein même du discours radiophonique.

Par ailleurs, il s'agit de garder bien à l'esprit la distinction qu'établit Michel Foucault entre les deux axes qui fondent, dit-il, « *la réalité d'un discours* » : d'une part, son « régime de communication », et d'autre part, son « régime de perception ». Le régime de communication est celui qui « *définit la situation des sujets du discours, et leurs relations : les places d'où il est possible de parler, celles qui déterminent l'écoute, ainsi que les modes de coexistence entre sujets énonciateurs et sujets interlocuteurs.*<sup>3</sup> » Michel Foucault définit par contre le « régime de perception » comme le monde tel qu'il est organisé à travers un discours. « *En tant qu'il est discours sur le « monde », le discours est mise en ordre de ce « monde ». Il sélectionne ce dont il parle ; il choisit certains aspects, attribue des positions, et établit des liens entre les objets. En bref, il manifeste une certaine vision du « monde ». Et cette vision devient à l'intérieur du discours, le monde.* » Il nous semble envisageable de différer l'analyse du « régime de perception » du discours politique des radios urbaines de Yaoundé, et de l'isoler comme un objet de recherche ultérieur, ainsi que sa mise en relation avec le « régime de communication » de ces radios, que nous envisageons d'explorer de manière singulière dans le présent texte.

---

<sup>3</sup> Jean-Pierre Esquenazzi, op cit, page 32.

Nous considérons comme pertinent enfin, de circonscrire notre analyse de la production des radios urbaines de Yaoundé aux discours politiques qui n'en sont qu'un aspect. Nous nous dépêcherons de dire que le discours politique tel que nous envisageons de l'appréhender dans cette étude, ne saurait être considéré comme seul poste de production du pouvoir d'un média, dans la conception foucauldienne du pouvoir. Par contre, hormis les soucis d'homogénéité de l'objet de recherche que ce choix semble contribuer à évacuer, cette option permet de rester au plus proche des usages althussériens dominants du pouvoir médiatique. Il s'agit de juste retourner l'objet- le discours politique des medias- dans l'autre sens, sa dimension formelle, pour en découvrir la richesse de la face cachée. Il s'agit d'indiquer que le discours, même politique, négocie sa relation avec ses publics à travers un ensemble d'attitudes qu'il nous appartiendra d'indiquer.

## **I - LES RADIOS URBAINES DE YAOUNDÉ : OBJET D'ATTENTES POLITIQUES**

La première radio de droit privé ouvre à Yaoundé, capitale politique du Cameroun en octobre 1997. Il s'agit de *Radio Reine*, radio privée d'obédience catholique, affiliée à *Radio Vatican* et à *Radio Notre Dame* de Paris. En 2007, la carte radiophonique de Yaoundé présente quinze radios de portée locale, une radio de portée provinciale, une de portée nationale et trois de portée internationale.

Les trois radios de portée internationale (*RFI*, *BBC* et *Africa N° 1*) émettent en modulation de fréquence à Yaoundé à la faveur d'un contrat de louage des équipements de diffusion de la *Cameroon Radio Television*, organe de radiodiffusion du domaine public. Nonobstant des dispositions explicites du contrat contraignant les dites

radios à produire localement partie des programmes à diffuser en modulation de fréquence à Yaoundé, force est de constater que ces trois organes diffusent telle quelle en modulation de fréquence à Yaoundé la programmation radiophonique conçue et exécutée depuis leur siège à destination de leur public africain ou international. La radio de portée nationale (dite *Poste National*), et celle de portée provinciale (dite *Radio Centre*), font toutes deux parties du réseau de la *Cameroon Radio Television*, et présentent donc le statut de radios publiques.

A l'exception de la chaîne dite commerciale du réseau public de la *Cameroon Radio Television (Radio Yaoundé FM 94)*, toutes les radios à portée locale émettant à Yaoundé relèvent du secteur privé. Sur les seize radios identifiables comme radios privées locales à Yaoundé, neuf se réclament d'une filiation avec une institution administrative, académique ou religieuse. Le tableau ci-dessous donne la distribution des radios institutionnelles de Yaoundé et indique leur filiation.

Organe de radiodiffusion	Institution d'attache
Sky Radio	<i>Ministère de la jeunesse</i>
Il est écrit	<i>Eglise adventiste du Cameroun</i>
Radio Satellite	<i>Ministère des Travaux publics</i>
Radio Environnement	<i>Ministère de l'environnement</i>
Radio Lumière	<i>Institut Samba</i>
Radio Tiémeni Siantou	<i>Institut Siantou</i>
Radio Campus	<i>Université de Yaoundé II</i>
The Voice of the Cross	<i>Mairie de Yaoundé 1<sup>er</sup></i>
Radio Jeunesse	<i>Archidiocèse de Yaoundé</i>

Les cinq autres radios privées locales émettant à Yaoundé peuvent donc être regardées comme des radios purement commerciales, dès lors qu'elles relèvent a priori d'initiatives proprement individuelles. Il s'agit de *Tome Broadcasting Corporation (TBC)*, *Radio Venus*, *Magic FM*,

*Radio Bonne Nouvelle, et Radio Reine.*

Il convient d'indiquer que la nomenclature ainsi présentée est d'ordre juridique et relève seulement de la procédure administrative, étant entendu que plusieurs radios institutionnelles (*Radio Siantou, Radio Lumière, Sky Radio, Radio Satellite*) diffusent des contenus généralistes, et que certaines radios libres se démarquent par contre par des contenus nettement thématiques. Tel est le cas de *Radio Reine* et de *Radio Bonne Nouvelle*, dont les contenus sont essentiellement religieux. La tutelle ou le tutorat exercé sur certaines radios est de pure forme et se justifie pour la plupart des cas par le besoin d'une couverture institutionnelle dans un environnement juridique et administratif risqué pour les organes médiatiques audiovisuels.

Le tableau ci-dessous présente en quelques chiffres la carte radiophonique de la ville de Yaoundé.

Locales	15	Publiques	01		
		Privées	14	Institutionnelles	09
				Commerciales	05
Provinciales	01	Publiques	01		
		Privées	00		
Nationales	01	Publiques	01		
		Privées	00		
Internationales	03	Publiques	02		
		Privées	01		
<b>Total</b>	<b>20</b>			<b>Total</b>	<b>15</b>

**NB :** les cas de Real Time Music (RTM), et de Sweet FM, radios locales autorisées et émettant à Douala, dont le signal est capté à Yaoundé, ne sont pas prévus par les textes réglementaires applicables au secteur. Ils sont déclarés litigieux par les instances autorisées au ministère de la communication.

## **A - Du concept de « radio urbaine », et de leur pouvoir sur le public de Yaoundé**

Pour mieux cerner la notion de pouvoir, nous nous autorisons à l'envisager à ce niveau de trois manières, correspondant aux sources mêmes du pouvoir auquel prétendent ces radios en regard de leurs publics.

La compétence *juridique* sur le public et sur le territoire de Yaoundé est adjugée aux radios par l'autorité administrative compétente, qui lui délivre en principe une licence donnant droit à s'adresser à un public correspondant à ce territoire. Les vingt-et-une radios référencées plus haut, faute d'une licence formelle tel que prévue par la loi en vigueur au Cameroun et par son texte d'application, font valoir une autorisation provisoire de fonctionner, délivrée par le ministère de la communication. Ce n'est pas le lieu ici de développer l'idée que cette compétence juridique elle-même n'est pas une donnée définitive, mais une négociation quotidienne dont il est possible de trouver les marques au sein même de la production discursive des radios de Yaoundé<sup>4</sup>. Il y a un jeu de correspondance/dissidence entre le discours radiophonique et le discours juridique en vigueur, qui instaure l'équilibre plus ou moins stable du pouvoir juridique des radios, acquis par la force de la loi.

La compétence *technologique* sur le territoire considéré découle, pour sa part, de la puissance installée de l'équipement basse fréquence (et haute fréquence) des radios considérées. Il apparaît de ce point de vue là aussi que vingt-et-une radios développent de manière quotidienne une puissance de feu technologique qui leur permet de maintenir un pouvoir sur le territoire et sur le public de Yaoundé.

<sup>4</sup> La radio développe une production discursive qui lui permet de continuer à mériter la licence ou l'autorisation qui lui est concédée, par le respect plus ou moins scrupuleux d'un cahier de charge explicite ou tacite qui le lie à l'autorité compétente.

C'est le lieu alors de bien faire la part des choses au sein de ces vingt-et-une radios, entre celles dont la compétence juridique et technologique outrepassse les limites territoriales et sociologiques de Yaoundé, et celles donc les compétences s'en tiennent à ces limites.

Il semble bien que les radios dont les compétences juridique et technologique –ou l'une, ou l'autre– se limitent à Yaoundé développent une conscience particulière de ce public, et par voie de conséquence, un ensemble d'attitudes spécifiques supposées s'ajuster aux représentations qu'elles se font de ces publics : leurs goûts, leurs habitudes de vie, leurs préoccupations et attentes, leur culture, et leur histoire. En clair, il est question de distinguer les radios à prétention urbaine de Yaoundé des radios à compétence provinciale, nationale ou internationale, dont les discours ne s'ajusteraient que de manière englobante à ce public. A défaut de pouvoir métastaser son discours d'un éthos spécifique en direction du public de Yaoundé, Radio France Internationale, de même d'ailleurs que le poste national de la CRTV, se limitent à la diffusion de manière sporadique des spots d'habillage d'antenne revendiquant leur présence et leur fréquence dans la ville : « Nous sommes à Yaoundé sur 105.5 » (Radio France Internationale) ; (Yaoundé, 88.8 » (Poste national). Ce qui fonde, à notre sens, la continuité et la spécificité des radios de Yaoundé, c'est la conscience de s'adresser au public de Yaoundé en exclusive (« Il y a des émissions sur la capitale, mais il y a *Zap presse* ! », slogan de l'émission *Zap presse*) et de disposer d'un pouvoir sur lui (« *Martinez Zogo* marche sur la capitale », leitmotiv de *Embouteillage*, émission satirique sur Magic FM). Il en découle à notre sens un ensemble d'attitudes supposées concourir à capter et à conserver la relation avec ce public. C'est le discours politique de quinze radios répondant à ce profil que nous envisageons dans la présente étude.

Mais une telle tentative se heurte à un double problème, théorique et pratique. Au plan pratique ces radios ne développent pas toutes un discours politique, au sens où nous l'entendons. (Voir plus loin la notion de discours politique). Certaines radios thématiques –religieuses en particulier (Radio Bonne Nouvelle, Radio Voice of the Cross, Radio Il est écrit), se marginalisent objectivement de ce fait.

De manière plus fondamentale, il se pose un problème théorique d'unité de l'objet d'étude. Les différents auteurs consultés, et en particulier Jamet et Janet, Paddy Scanell, et Esquenazi, dont l'analyse du discours médiatique découle de l'appareil conceptuel de Michel Foucault, considèrent unanimement l'homogénéité de l'espace comme une condition nécessaire de son éligibilité à l'analyse du discours. Bien que la radio, la télévision et la presse disposent chacune d'une « grammaire » (Jamet et Janet), d'un ensemble de « règles du jeu » (Esquenazi), d'« énoncés » (Foucault) qui leur soi(en)t commun(e)s et qui sécurisent leur relation avec leurs publics, chaque radio en particulier (chaque télévision, chaque journal) développe des aptitudes qui lui sont tout à fait propres dans sa relation avec ses publics. « *Il faut maintenant être capable de spécifier le travail de chaque média, et donc de spécifier les relations de pouvoir qu'ils induisent. C'est une décision méthodologique qu'il faut prendre.*<sup>5</sup> »

Il y a, dans ces conditions, un risque méthodologique certain à envisager l'étude de plusieurs radios urbaines de Yaoundé comme s'il s'agissait d'un espace de production d'« un » discours. Mais nous voulons pouvoir justifier la prise de ce risque. Le fait de considérer les journaux parlés, les magazines généralistes ou spécialisés comme des lieux privilégiés du discours politique des ra-

---

<sup>5</sup> Jean-Pierre Esquenazi, Op. cit, page 29.

dios urbaines de Yaoundé constitue un premier argument de ce point de vue. Les journaux et magazines radios sont des genres passablement. Du moment où, comme c'est le cas dans les radios urbaines de Yaoundé, les lois des genres ne font pas l'objet d'écartes remarquables, ou les journaux et magazines de différences notables d'une radio à l'autre, les journaux et magazines pourraient alors s'agréer en pièce unique dans l'analyse du discours des radios de Yaoundé.

Mais mieux, il est question de prendre acte de deux phénomènes qui conduisent à un lissage et à une homogénéisation du discours politique de plusieurs radios urbaines de Yaoundé. Le premier consiste en un mimétisme inter médiatique, observable à travers la circulation de trois types d'émissions politiques entre plusieurs chaînes : les émissions d'opinion politique interactive, les émissions de débat politique réunissant journalistes et assimilés autour de sujets d'actualité, et des « émissions politiques d'animation libre »<sup>6</sup>. La Radio Télévision Siantou a servi de laboratoire à ces genres qui se sont progressivement installés sur d'autres stations. Ce mimétisme inter médiatique du discours politique des radios de Yaoundé touche un espace qu'il y a dès lors lieu d'assigner et de circonscrire. Il s'agit de Radio Télévision Siantou, Magic FM, Tome Broadcasting corporation, Sky Radio, radio Satellite. Le mimétisme ainsi observé dans la production des émissions politiques touche non seulement les genres, mais également le ton, et s'étend parfois à des tics personnels qui sont copiés par des animateurs ou journalistes comme faisant désormais partie du genre. La migration de quelques journalistes animateurs à succès d'une chaîne à l'autre peut aussi participer à assurer le transport de modèles

---

<sup>6</sup> Il s'agit d'un genre d'émission d'animation libre assez particulier où un animateur prend la parole de manière tout à fait libre sur toutes sortes de sujets de son choix. Le ton débridé et audacieux assure un succès garanti à ces émissions depuis leur apparition sur les grilles de programme des radios de Yaoundé.

d'une chaîne à l'autre et le lissage du discours politique des chaînes de radio affectées par ce phénomène.

Le second phénomène est celui de l'émergence d'une catégorie d'« hommes radiophoniques » dans cet espace. Il s'agit de personnes se réclamant journalistes ou « intellectuels », et dont le métier consiste à participer à des débats politiques sur les différentes radios ci-dessus référencées. La récurrence des sujets dont ils sont amenés à parler, de leurs opinions sur ces sujets, leurs tics radiophoniques, participent d'un lissage et d'un appauvrissement du discours politique qui n'a rien à voir avec l'apparente diversité du paysage radiophonique de la ville.

Il se fait jour comme un phénomène de clonage médiatique qui affecte tout du moins les cinq radios citées, et qui fait que tenant compte de leur audience dominante en la matière sur le bassin concerné -de leur situation quasi monopolistique de production locale du discours politique, on puisse prétendre les étudier comme représentatifs du discours d'opinion politique des radios privées urbaines de Yaoundé.

## **B - Le discours des radios privées urbaines de Yaoundé : objet de fixations politiques**

La libéralisation de l'audiovisuel en Afrique, et tout singulièrement dans la ville de Yaoundé, survient sur le registre d'une possible désacralisation de la parole rituelle et fécondante du discours des radios d'Etat jusque là en situation de monopole sur les territoires africains. Les conditions à la fois juridiques et technologiques du moment n'autorisant pas de penser une pluralité audiovisuelle susceptible d'être nourrie par une production extraterritoriale, l'émergence d'une pluralité locale se pose comme seule mesure envisageable de désenclavement de l'espace audiovisuel urbain, et national.

Le discours scientifique convenu soutenait la vulgate institutionnelle internationale et ses relais médiatiques, associant volontiers pluralisme médiatique, liberté d'expression, démocratie et droits de l'homme. Le sommet France-Afrique tenu à la Baule en France en 1990 avait particulièrement promu le pluralisme audiovisuel comme un indicateur de l'avènement de la démocratie dans les pays d'Afrique noire francophone. L'ouverture du secteur audiovisuel au capital privé était donc l'une des conditionnalités du soutien politique et économique de la France aux États et aux régimes politiques partie prenante à ce qu'il est convenu de considérer comme le pré carré de la France en Afrique.

La ville de Yaoundé, capitale politique de la République du Cameroun, présentée comme la « citadelle imprenable » du pouvoir en place, était d'autant plus en position d'en attendre le « bol d'air démocratique » qui la ferait sortir de la langue de bois bureaucratique et de la voix unique du parti au pouvoir le RDPC, portés par la « radio de service public ». La symbolique géopolitique des instances politiques et médiatiques dans cette période indique la position retranchée de Yaoundé de la zone de turbulence démocratique traversée par l'ensemble du territoire camerounais dans la période concernée.

La concentration à Douala du siège des organes privés de presse écrites entretenant la pluralité médiatique et, pour la plupart, un discours de contestation politique pendant la décennie 1990-2000, est un des indicateurs de cette position protégée de la ville de Yaoundé dans la période de tourmente indiquée<sup>7</sup>. La création du journal *Mutations* à Yaoundé en 1996, se posera dès lors comme la

---

<sup>7</sup> On pense ici aux trois principaux journaux d'opinion « libre », *Le Messager*, *la Nouvelle Expression* et *Challenge Hebdo*, mais également aux autres organes de presse relativement bien installés dans l'opinion, notamment *Le combattant*, *Galaxie*, *La gazette*, *l'Effort Camerounais*.

violation d'une loi tacite qui jusqu'alors tenait hors de la capitale politique du Cameroun la source de parole dissidente des journaux « libres ». Pour le cas du Cameroun, la géopolitique des partis politiques indique également une circonscription des zones d'influence prédominante des partis politiques d'opposition à l'extérieur de la capitale politique<sup>8</sup>. Ce parallèle porte l'idée sous jacente que les représentations sociales des radios les associent aux partis politiques dans la catégorie de structures productrices de (contre)-pouvoirs politiques en propre. Dans le contexte d'émergence d'une démocratie multipartiste en Afrique, le confinement des radios privées et des partis politiques hors des lieux de pouvoir symbolique se percevra alors comme une préservation contre des postes de contestation des pouvoirs établis. Athanase Bopda pose que de manière générale, « *chaque capitale est vitrine de son pays, tant pour l'extérieur que pour l'intérieur, à l'égard duquel celle-ci tient le double rôle de lieu-phare et de lieu-fanion. Du fait de l'intérêt que leur portent les acteurs de la vie politique nationale et internationale, les capitales font l'objet de fortes fixations émotionnelles.* » La capitalisation symbolique investit sur les capitales nationales en fait donc un lieu de forts enjeux politiques<sup>9</sup>. La prise de parole y devient, dans la vision la plus foucaldienne du discours, une prise de pouvoir. Le contrôle, la sélection, l'organisation et la redistribution du discours par les acteurs sociaux, et plus encore par les acteurs médiatiques, se pré-

---

<sup>8</sup> Ainsi, la ville de Douala sera la zone de prédominance du plus ancien parti politique d'opposition, et le plus référent au plan historique, l'UPC (Union des Populations du Cameroun), tandis que les fiefs du SDF (Social Democratic Front) et de l'UNDP (Union Nationale pour la Démocratie et le Progrès) se conforteront respectivement dans l'ouest et dans le nord du Cameroun.

<sup>9</sup> Au plus fort des troubles sociopolitiques qui avaient secoué le Cameroun au sortir de 25 années de régime de parti unique au début de la décennie 1990, le président de la République, terminant par Yaoundé une tournée nationale destinée à indiquer l'effectivité de son pouvoir sur l'ensemble du territoire, déclare que « *quand Yaoundé respire, le Cameroun vit* ».

sente alors dans cet espace de discours comme un enjeu déterminant.

Dans un contexte où la portée de la presse écrite est objectivement limitée par le coût économique de l'accès au journal, et l'obstacle culturel liée à la capacité de lecture des citoyens et au statut de la lecture, les radios et télévisions privées ont donc été pressenties, y compris par le pouvoir en place, comme l'une des voies d'accès de la parole politique dissidente et contestataire dans le bastion des capitales africaines, et de la ville de Yaoundé en particulier. Boyomo Assala indique pourtant la tournure déceptive que prend cette attente lorsqu'il constate par exemple que « *si la presse écrite a su tirer profit de la vague de multipartisme en bousculant les vieux schéma d'une presse africaine aux ordres des gouvernants [...], la radio et la télévision n'ont pas su encore engranger une action sensible propre à les articuler dans la dynamique qu'inscrit le pluralisme dans le développement du journalisme.*<sup>10</sup> » Dans le même sens, Gisèle Langue Menye fait le constat d' « *une presse foisonnante, riche, plurielle et critique [qui] réintroduit une concurrence active des titres et suscite une émulation auprès des journalistes spécialisés dans l'analyse des faits politiques [...]. Par contre affirme-t-elle, l'ouverture des medias audiovisuels, si elle participe de l'enrichissement formel et esthétique du jeu politique, reste prudente, voire frileuse.*<sup>11</sup> »

Une analyse du discours des radios urbaines de Yaoundé dans leur dimension proprement formelle semble à même d'apporter sa part d'éclairage à la relation que ces radios instaurent avec leurs publics dans le contexte

<sup>10</sup> Boyomo Assala, Mass media et multipartisme en Afrique francophone : le cas du Cameroun, pages 11 à 30, in *Fréquence Sud*, numéro 13, Yaoundé, ESSTIC, page 12.

<sup>11</sup> Gisèle Langue Menye, Médias audiovisuels et processus de médiatisation du discours politique au Cameroun, pages 31 à 45, in *Fréquence Sud*, numéro 13, Yaoundé, ESSTIC, pages 35 à 36.

ci-dessus décrit. Il semble en particulier possible d'y déceler des éléments de compréhension d'une posture ambiguë entre le réel pouvoir que ces radios exercent sur une partie importante de leurs publics, et le malentendu exprimé ci-dessus en rapport avec les attentes politiques formulées sur les radios urbaines en rapport avec leur insertion dans les dynamiques démocratiques naissantes.

## **II - L'ORGANISATION FORMELLE DU DISCOURS POLITIQUE DES RADIO URBAINES DE YAOUNDÉ**

La notion de politique découle de la conscience de former une collectivité, d'appartenir à un ensemble, de partager un destin commun. Les études politiques font référence à la Cité grecque antique (499-449 avant Jésus Christ), où les grecs se sont unis face aux Perses, réussissant à les repousser et à les tenir au-delà de la Mer Egée. La communauté grecque était divisée en Cités, dont les plus dynamiques et les plus imposantes furent Athènes, Sparte et Thèbes. Les cités grecques ne sont pas des villes, mais de petits Etats comportant une ville et sa campagne alentour. Ces entités politiques bénéficient d'une totale indépendance les unes des autres au plan de l'organisation sociale et de la dévolution des pouvoirs, le mot « polis » en grec signifiant « art d'organiser la Cité ». La Cité grecque perdra sa prédominance comme forme idéale d'organisation sociale, au profit d'entités plus grandes, les royaumes, les empires, les États Nations qui s'imposeront comme la forme sociale la plus répandue à l'heure de ce qui est considéré comme la modernité<sup>12</sup>.

---

<sup>12</sup> Habermas, Bourdieu, comme bien d'autres penseurs, envisagent avec la post modernité, le déclin des Etats Nations au profit d'entité plus larges et plus complexes, à l'exemple du processus actuel de construction d'un espace européen.

La politique est donc le champ social et discursif d'action et de prise de parole pour et sur la gestion des affaires publiques au sein de la communauté. La prédominance de la forme de démocratie représentative dans le fonctionnement des États Nations et sur les imaginaires politiques tend à restreindre la notion de « discours politique » à la prise de parole des « élus »<sup>13</sup>. Dans un sens plus large, nous voulons entendre ici par politique tous les discours portant sur la gestion des affaires communes, sur les acteurs et les institutions qui y contribuent.

Au plan théorique, les discours politiques sont étudiés par nombre d'auteurs comme extérieurs à l'action politique, mais portant sur celle-ci. Mais il est de plus en plus convenu de considérer que les discours politiques, ceux des professionnels de la politique ou non, qu'ils soient médiatiques ou extra médiatiques, constituent, des processus de production politique. Le discours politique des medias se pose dès lors comme partie prenante de la construction de la société politique, d'une part, et en particulier des jeux de construction/déconstruction du pouvoir des acteurs.

Le discours politique s'affiche dans une proportion somme toute insignifiante sur les radios de Yaoundé sous les genres de divertissement. Modo Asse présente le discours politique de la chanson de variété tel qu'il apparaît au Cameroun, sous ses deux registres dithyrambique et satirique<sup>14</sup>. La forme théâtralisée est également identifiée

---

<sup>13</sup> C'est à cette acception que s'en tient Langue Menye qui définit le discours politique comme « l'ensemble des énoncés verbaux qui participe de la lutte pour la conquête du pouvoir dans le cadre d'un Etat. Le discours politique ainsi défini est émis par un homme politique, c'est-à-dire celui dont la profession est de produire des actions visant à conduire ou à organiser la vie des hommes qui évoluent dans une cité. » Langue Menye, Médias audiovisuels et processus de médiatisation du discours politique au Cameroun, *Fréquence Sud*, N° 13, page 33.

<sup>14</sup> Modo Asse, « La chanson dans la communication politique au Cameroun », in *Fréquence Sud*, numéro 13, page 121 à 131.

comme existante dans de faibles proportions sur les radios observés<sup>15</sup>. Les formes dominantes du discours politiques sur ces radios demeurent les tranches d'information classique (journaux parlés et magazines), les débats radiophoniques et émissions interactives, et des tranches d'animation musicale politisées dont nous verrons plus loin les modes de déploiement.

### **A - Les journaux et magazines d'information sur les radios urbaines de Yaoundé : logiques journalistiques et conformisme du discours politique**

Les grilles des programmes des radios urbaines de Yaoundé offrent chacune une édition de journal parlé quotidienne dans un prime time institutionnel qui va de 11 heures 30 à 13 heures 30<sup>16</sup>. La formation discursive en étude donne aussi à observer des journaux spécialisés sur certaines chaînes, à l'instar de Magic FM qui offre un journal matinal de sports. Les magazines d'information dans leur forme classique constituent par contre un genre peu courant dans l'espace radiophonique étudié. *RTS Midi Magazine*, « Policam » sur la RTS, et *Médiathèque* sur Radio Reine, sont à répertorier sur ce registre. Le contenu des journaux parlés et des magazines se constitue essentiellement de sujets portant sur la gestion des affaires communes, soit au plan local, national ou international. Les faits divers occupent une moyenne de 10 % du temps d'antenne des journaux parlés, le reste du temps étant consacré à l'actualité institutionnelle (reportages, interviews,

---

<sup>15</sup> « Carton Rouge », tranche d'animation musicale matinale sur Radio Télévision Siantou était animée par un comédien qui répond aux vraies questions posées au téléphone par des vrais auditeurs en parodiant jusqu'à la caricature le Président de la République Paul Biya.

<sup>16</sup> La tranche d'information dure en théorie quinze ou vingt minutes, et porte un nom dans la plupart des cas : Magic Midi sur Magic FM, RTS Midi sur Radio Télévision Siantou...

comptes-rendus, etc.). Quant aux magazines identifiés, ils procèdent à l'approfondissement de l'actualité par des genres journalistiques éditoriaux et des entretiens avec des experts ou des acteurs de l'actualité. Ces espaces constituent l'objet de fixation des attentes de rupture et de diversification du discours politique des radios urbaines après l'ouverture de l'espace politique et médiatique camerounais à la pluralité.

Les attentes de rupture démocratique, de diversité idéologique et d'ouverture politique portées sur les tranches de journaux parlés et de magazines sur les radios privées urbaines de Yaoundé ont reposées sur l'idée, fautive en l'occurrence, que le journalisme s'exerçait de manière autonome, occultant de ce fait les inévitables interactions entre le journaliste, le media et son environnement socio-médiatique, élément fondamental d'appréciation et de compréhension du discours médiatique, et de la construction de son rapport à ses publics.

La programmation, les dispositifs et les énonciateurs des journaux parlés, présentent les indicateurs du procès de duplication opéré par les radios privées de Yaoundé sur les organes de radio de service public leur ayant préexisté. L'alignement des radios urbaines privées sur le cadrage horaire dominant (12 heures - 14 heures) pour la programmation de leurs tranches d'information quotidiennes, est annonciateur, au plan formel, d'un refus de contestation symbolique de l'ordre établi. Il semble alors que les contenus de ce prime time institutionnel dupliqué sur les radios du service public prolongent la tournure déceptive prise par rapport aux attentes pluralistes suscitées par l'avènement de radios dites libres. L'introduction de sujets « people » et de « faits divers » dans les tranches d'information cache peu la prédominance des sujets institutionnels.

La circulation inter médiatique des évènements promus au titre d'information médiatique, et, de manière spécifique, le transfert sans effort d'inventaire des sujets des radios publiques aux radios privées, l'assujettissement des radios publiques et privées aux mêmes prescripteurs d'information (sources d'information et promoteurs d'évènements) conduisent à la réduplication par les radios privés, des formats préexistants, et inhibe toute possibilité de conversion ou de renouvellement des catégories médiatiques existantes. La reproduction d'une réalité institutionnelle produite antérieurement et en dehors de lui confine le discours médiatique des tranches d'information quotidiennes formelles des radios privées urbaines de Yaoundé à une reconduction telle quelle des catégories politiques de l'espace public en vigueur au Cameroun.

La distribution de la parole et l'ordonnancement de l'information dans les tranches d'information indiquées révèle d'ailleurs une validation du schéma hiérarchique institué par les medias publics (le Chef de l'État, puis le Premier Ministre, etc. ; le RDPC, parti au pouvoir, et éventuellement les autres partis politiques...), et la prédominance des institutions étatiques tant comme sujet énoncif de la narration radiophonique, que comme sujet énonciateur du discours médiatique. Le silence des acteurs politiques et de la société civile (partis politiques d'opposition, syndicats, associations et organisations de la société civile) en posture d'énonciateurs du discours médiatique sur ces radios est de ce point de vue indicateur d'un rapport de force extra médiatique.

Remy Rieffel fait ressortir la nécessité d'envisager le travail des journalistes non comme une entité isolable mais comme une composante d'un système d'interrelations entre les sources d'information, les medias, et les publics, insérés dans un jeu de rôle au sein duquel les ressources matérielles et symboliques sont inégalement réparties<sup>17</sup>.

De manière plus spécifique, la précarité administrative de medias tenus dans une situation juridique de tolérance au Cameroun, peut se poser comme facteur explicatif du conformisme idéologique, discursif et médiatique constaté, et de la reconduction quasi systématique par les medias étudiés, des catégories et des hiérarchies tant politiques que médiatiques existantes.

Mais au-delà de cette donne conjoncturelle, il y a lieu de postuler que la soumission des tranches d'information formelles des medias aux modes de fonctionnement journalistique (techniques de collecte et de traitement, codes éthique et déontologique, mais aussi, coulage dans le moule stylistique journalistique et radiophonique en vigueur) résulte irrémédiablement en une uniformisation des formats et des contenus journalistiques, et explique tout au moins en partie la déception des attentes de renouvellement du discours politique par les radio privés dans l'environnement médiatique de Yaoundé.

De manière paradoxale, ces normes et règles journalistiques constituent aussi le gage de la crédibilité du discours journalistique dans la négociation du pouvoir des radios étudiées. La profession journalistique fonde son pouvoir sur un ensemble de techniques professionnelles supposées l'orienter vers la recherche de la vérité infaillible, du moins vers la découverte et la formulation d'une information toujours neutre et d'une présentation objective des opinions. Un ensemble d'énoncés déontologiques rédigés sous forme de chartes ou de codes sont par ailleurs promues comme assurance de la rigueur morale et de

---

<sup>17</sup>« *La professionnalisation des sources (émergence de porte-parole, spécialistes en relations-presse et en communication, etc.), d'un côté, les transformations de la sphère journalistique (précarisation du métier, accroissement de la concurrence et de la rentabilité, valeur du scoop, etc.), de l'autre, affectent les rapports de coopération et de conflit entre les deux types de protagonistes et obligent à repenser la question du pouvoir des medias à nouveaux frais.* »

l'équité du discours journalistique. Au-delà de sa propre crédibilité donnée en gage de la confiance sollicitée auprès de ses publics, le discours médiatique, et radiophonique pour le cas d'espèce, repose sa démarche sur l'autorité des institutions dont il relaie le discours.

La re figuration de toutes ces garanties sur le discours radiophonique se constitue alors en un ensemble de clauses de styles qui authentifient au plan formel la source de ce discours et de manière implicite, les démarches éthiques et les techniques professionnelles qui le sous-tendent : « *de sources généralement bien informé...* », « *selon nos sources...* », « *Sur ce sujet, voici l'enquête de...* », « *notre reporter tel était sur les lieux...* », « *selon les informations recueillies sur le lieu de l'accident...* ».

La logique journalistique sur laquelle le discours politique de la radio fonde son pouvoir relève essentiellement d'un éthos de distance et d'autorité. Cet éthos se développe dans le discours politique des radios privées urbaines observées à travers un niveau de langue standard ou distingué, une ritualisation du discours caractérisée par un habillage marquant explicitement la structuration du discours (voici le journal..., la page sportive..., le dossier de la rédaction...Parlons de tout à fait autre chose maintenant...), un dispositif de production isolant l'espace de production de l'aire de réception du discours radiophonique, la promotion d'énonciateur radiophonique crédibilisés par leur autorité journalistique, scientifique ou institutionnelle ( « *Nous vous proposons d'écouter à ce sujet Monsieur tel, professeur d'économie à l'Université de Yaoundé II...* », « *Madame telle, représentant résident du FMI au Cameroun...* »). Cette autorité dont se réclame le discours politique des radios urbaines de Yaoundé constitue l'offre de ce discours en contrepartie de la confiance qu'il sollicite de son destinataire.

## **B - Les émissions radiophoniques d'animation et débat politique sur les radios urbaines de Yaoundé : perversion des genres radiophoniques et éthos d'ouverture et de proximité**

Le discours politique dominant des radios urbaines de Yaoundé – et le meilleur taux d'écoute de ces radios – se constitue autour d'émissions d'opinion politique. Il s'agit d'une part d'émissions de débat radiophonique réunissant des leaders d'opinion (Electorat sur Magic FM) ou des professionnels des médias ou assimilés (« Zap Presse » sur RTS, « Thermo presse » sur Magic FM, « Dans la ligne de mire », sur TBC, « L'heure de vérité » sur Satellite FM...), et d'autre part d'émissions interactives permettant aux citoyens d'accéder à l'antenne pour s'exprimer sur divers sujets d'intérêt commun (« Magic Attitude » sur Magic FM, « Mouvance républicaine » sur Radio Satellite). On trouvera un mixte des deux attitudes dans « A vous l'antenne » sur RTS, qui donne la parole aux citoyens par téléphone, avec un expert ou un leader d'opinion en studio pour donner le change. Une troisième catégorie se développe sous la forme d'émissions d'animation tenues par un présentateur qui prend la parole de manière libre sur les sujets d'intérêt commun (Embouteillage sur Magic FM). Il semble, à notre sens, se dégager de ces émissions d'opinion politique, trois axes d'observation déterminants de l'attitude des radios urbaines de Yaoundé à l'égard de leurs publics : un phénomène de production symbolique du public par le média, des modalités de privatisation de l'espace radiophonique par des groupes particuliers, une posture interactive en « présentiel » entre les radios et leur publics.

L'émission « Embouteillage » sur Magic FM illustre le phénomène de production symbolique du public par le média. Cette émission inaugure une posture radiophonique tribunicienne où l'animateur se tient debout devant un public virtuel à qui il s'adresse en présentiel virtuel.

L'animateur se tient effectivement debout pendant toute la durée de l'émission, soit deux heures de temps face à la cabine technique occupée par les techniciens, et parfois quelques invités ou curieux. Le ton haut perché de l'animateur de cette émission simule qu'il s'adresse non à un public absent, mais directement à une foule présente, et sans le relais de quelque équipement technique d'amplification du son. La présence-absence de ce public est attestée par l'utilisation de formes verbales performatives : l'interrogatif (*Pourquoi pensez vous que nous devons être gouvernés par tant de voleurs ?...*), ou l'injonctif (*ne prenez pas le genre d'habitude que je vois les gens prendre ici chez nous...*).

Le discours radiophonique de cette émission organise la prise de parole du public, de manière à installer une interactivité tout aussi virtuelle. La première manière de cette interactivité consiste en l'instauration d'un dialogue qui autorise le présentateur à formuler les questions que son public se (lui) pose (*Vous voulez que je vous dise pourquoi nous en sommes arrivés là aujourd'hui chez nous ?*), ou même les critiques que ce public formule à son égard (« *Quand je vais parler de ça, vous allez encore dire que je parle trop. Mais c'est parce que moi je vous dis la vérité* ».). La deuxième manière de cette interactivité consiste en la figuration sur l'antenne des réactions du public au discours politique du présentateur de l'émission. Il s'agit de spots d'habillage d'antenne qui sont en fait des exclamations populaires d'approbation (*owe !!!*) ou d'étonnement (*Ekié !!!*), préalablement enregistrées, et insérées dans le discours radiophonique par le réalisateur à des moments de pic du propos du présentateur. L'injection de ces spots dans le discours du présentateur installe une figuration interactive avec le public, au point que le présentateur lui-même ajuste la suite de son propos à ces tournures exclamatives sensées représentées les réactions de son public.

Le niveau de langue volontairement familier participe de l'indication de la caractéristique du public présent-représenté, un public de gens ordinaires, figuré par ce niveau de langue et la manière dont le présentateur leur parle. D'autres éléments de connaissance de ce public se dégagent des différents paramètres de la mise en scène de l'émission « Embouteillage ». C'est un public présent (il est debout, il leur parle), intéressé puisqu'il pose des questions, approbateur (Owé !!), étonné (Ekié !!), sans doute coopératif au regard de ce que le présentateur n'hésite pas à l'interroger, mais critique aussi parfois (« vous allez encore dire que je parle trop »).

Les débats radiophoniques, tels qu'ils se déroulent sur les radios urbaines de Yaoundé, participent, eux, de la production d'un ensemble de modalités de *privatisation de l'espace de parole public*. Le débat politique radiophonique, dans son modèle classique, est une mise en scène d'opinions publiques dans le but d'en présenter la structure, les rapports et les contradictions. Le journaliste connaît ou subodore les opinions des acteurs politiques ou intellectuels sur les questions relatives à la gestion des affaires communes, et sur les acteurs et institutions politiques. Le travail du journaliste consiste en fait en l'organisation *in abstracto* de ces idées, opinions et courants de pensée tel qu'il voudrait les présenter à son public. Les personnes conviées au débat sont alors le prolongement physique des idées, des opinions et des courants de pensées que le journaliste voudrait mettre en scène dans l'espace radiophonique. L'animateur du débat distribue la parole dans un ordre prédéterminé, retire la parole à tel qui a trop parlé pour la donner à tel autre « qui n'a pas parlé depuis un certain temps, il met fin au débat quand le temps « qui nous était imparti est arrivé à son terme », sans considération de ce que le sujet soit épuisé, encore moins que les uns et les autres soient parvenus à un accord minimal sur le sujet en débat. La primauté de la ma-

nière de dire sur le contenu de ce qui est dit est une caractéristique du discours du débat radiophonique. Le statut des énonciateurs en est un autre. Les débatteurs sont des représentants de courants d'opinion et de pensée qu'il s'agit de publiciser.

La pratique des débats radiophoniques et des émissions interactives sur les radios urbaines de Yaoundé tend à pervertir ce modèle radiophonique. Les idées émises par les différentes parties prenantes au débat semblent relever de combats personnels et de stratégies d'acteurs que ceux-ci développent pour leur survie et leurs intérêts personnels, plutôt que de l'expression d'idéologies dans le sens usuel du terme. Des énonciateurs radiophonique en butte à des difficulté vis-à-vis de services administratifs, d'agents de l'Etat, d'acteurs politiques, ou de quelconques institutions entreprennent régulièrement de régler leur compte à ces protagonistes à travers des prises de parole radiophonique engagées. L'expression de sentiments et d'attitudes individuelles fait également partie de ces procédés qui relèvent, soit de la privatisation des espaces de parole publics, soit de la publicisation de la parole privée (« Je pleure quand je vois ce qui se passe, je pleure pour nous-mêmes et pour nos enfants... »).

D'autre part, la dérive de débats supposément ouverts à l'ensemble du grand public vers des postures de club, incite à y voir des procédés de privatisation d'espaces publics. Les débats politiques sur les radios urbaines de Yaoundé sont fréquentés par des professionnels du débat, qui donnent l'impression de prendre part à des échanges privés qui sont diffusés de manière incidente sur les antennes des radios productrices : expression de sentiments personnels défense d'intérêts personnels, expressions de convictions personnelles, tutoiement, interpellation avec l'utilisation des prénoms, des surnoms, des petits noms, évocations de souvenirs communs et de détails de la vie

personnelle des individus font partie du registre de parole susceptible d'illustrer cette posture.

Quand au troisième axe d'observation des émissions d'opinion sur les antennes des radios urbaines de Yaoundé, il relève de la posture interactive en « présentiel » entre les radios et leurs publics, et est développé par les émissions politiques interactives. Selon Scannel, les émissions de radio et de télévision sont des phénomènes sociaux se produisant normalement (comme tous les autres), et traités comme tels par leurs publics. Mais contrairement aux situations conversationnelles de face à face dont on sait avec Goffmann qu'elles se fondent sur un processus de réajustements constants entre les deux (ou plusieurs) interlocuteurs, de manière à maintenir les conditions de la communication, la radio et la télévision relèvent d'une situation de communication absente au sein de laquelle l'émetteur maîtrise les conditions de l'émission, mais pas celles de la réception. Cette situation particulière de la production radiodiffusée et télévisée crée donc un intérêt éminent de l'analyse de la radio et de la télévision sur l'attitude du media-producteur en rapport avec un principe de coopération indispensable de la part de celui-ci, et qui « *se manifeste dans des conduites et des propos réfléchis et délibérés, dont la forme spécifique manifeste à autrui qu'il a été pris en considération* <sup>18</sup> ». Les conduites et les propos avancés par le producteur dans ce cadre sont interprétés par les auditeurs et téléspectateurs « *par l'application de raisonnements pratiques et d'une moralité de sens commun* <sup>19</sup> ». Il y a, d'après cet auteur, une culture commune que partage l'émetteur et le récepteur, laquelle crée une zone de confiance et d'intercompréhension au sein de laquelle se communique un ensemble de conduites spontanément inter compréhensibles.

<sup>18</sup> Paddy Scannel, « L'intentionnalité communicationnelle dans les émissions de radio et de télévision », Paris, *Réseaux*, n° 68, CENT - 1994.

<sup>19</sup> Idem

« Nous regardons et écoutons donc avec, en arrière plan, la présupposition que chacun des éléments de la conception des émissions est voulu, les décors et l'aménagement du studio, le choix du présentateur, l'éclairage, les cadrages, etc, de sorte que nous pouvons en principe, dire (analytiquement à présent) ceux qui ont fabriqué l'émission l'ont fait comme cela (et pas autrement) parce que (pour des raisons qui restent à découvrir, mais dont nous supposons qu'elles existent)... Ces intentions peuvent être repérées par n'importe quel auditeur ou téléspectateur compétent par l'application d'un raisonnement interférentiel pratique faisant appel au sens commun qui est intervenu lors de la conception de l'émission».

Les émissions interactives semblent abolir ce schéma et construisent un contrat de parole en présentiel qui s'instaure entre la radio et son public : on sent la voix de l'auditeur, ses hésitations, ses émotions, on sent ses doutes et ses convictions, on perçoit aussi son attitude par rapport à la radio et à ses animateurs, et on peut alors régler les attitudes de la radio par rapport à son public. Au regard de la production discursive des émissions interactives d'opinion politique sur les radios observées, ce schéma semble ne pas se confirmer. Il apparaît plutôt que la radio formate a priori les formes de son discours, de manière à mouler l'énonciateur auditeur dans un schéma radiophonique préfabriqué. L'entrée en relation se fait sur un registre neutre bien que parfois familier (on s'appelle par le prénom), le ton de la prise de parole est libre et le discours visiblement argumenté, le tour et la durée de la prise de parole sont plus ou moins rigoureusement règlementés, etc. On constate donc un ajustement de l'auditeur énonciateur de l'émission politique interactive à ce moule radiophonique.

Par contre, à l'échelle macro énonciative, les opérateurs radiophoniques émettant à et en direction de

Yaoundé font valoir une connaissance au mieux ordinaire de leurs publics, en l'absence de l'utilisation d'outils de mesure scientifique de ce bassin d'audience. Dans un environnement à la fois concurrentiel et méconnu, les émissions interactives se produisent alors de façon plus ou moins consciente comme des bouées de sauvetage phatique –un moyen de sentir qu'il y a quelqu'un qui écoute, mais aussi un mode de connaissance même de son public.

Au regard du fonctionnement du discours politique d'opinion sur les radios observées, il y a lieu de poser que la fonction d'arène héritée de la tradition aristotélicienne est en partie tout au moins récupérée par la radio et la télévision dans les situations modernes de fonctionnement plus ou moins démocratique. Il convient du moins d'indiquer la position de rupture clairement marquée de l'arène médiatique des radios privées de la ville de Yaoundé par rapport aux arènes parlementaires et institutionnelles dominantes de l'espace politique camerounais, ces dernières s'inspirant elles, du modèle de la démocratie représentative. L'animation de l'arène politique médiatique des radios de Yaoundé, fonde la mise en scène de son discours sur des catégories socio professionnelles ayant ultérieurement construit autour d'elles un ensemble de représentations sociales liées aux thèmes de la liberté, de la vérité et de l'engagement : les intellectuels, les journalistes, les avocats... Ces catégories socio professionnelles constituent le socle de la prise de parole politique sur les medias indiqués, ce qui leur permet de s'inscrire en marge de la démocratie des « élus »<sup>20</sup>.

Contrairement à l'éthos de distance et d'autorité développé par le discours d'information politique, l'on prendra acte de la tendance à l'attitude d'ouverture et de proxi-

<sup>20</sup> « Le changement est dans la rue. Tout dépend des camerounais. » Slogan d'un manifeste produit par le parti politique Manidem, et présenté par son président sur l'émission de débat « Electorat » sur la radio Magic FM le Samedi 03 février 2007.

mité développée par le discours politique d'opinion. Le niveau de langue (familier), les dispositifs de production du discours (l'ouverture des studios, le téléphone, le SMS), la qualité des énonciateurs du discours radiophonique sont du reste quelques indicateurs de cet éthos d'ouverture et de proximité. Les dispositifs pratiques et technologiques de production radiophonique promeuvent l'idée d'une prise de parole par « les autres » à travers les émissions de débats, ou par « le peuple » à travers des émissions interactives.

Une observation empirique permet d'identifier un groupe virtuel d'auditeurs qui ne sont pas référencés comme auditeurs d'une radio particulière, mais dont les usages radiophoniques consistent en un butinage de radio en radio, des émissions politiques d'opinion sur les radios urbaines de Yaoundé. Ce constat contribue à légitimer le discours politique desdites radios comme unité d'étude dans la perspective de l'analyse du discours inspirée de Michel Foucault. Il autorise également à postuler un modèle d'auditeur que l'on appellera dans le sens de Jean Pierre Esquenazzi (1996), l'auditeur-du-discours-d'opinion-politique-des-radios-urbaines-de-Yaoundé<sup>21</sup>. Il s'agit, chez cet auteur, de l'auditeur idéal, « *que la chaîne définit par son discours. Remarquons tout d'abord qu'il appartient entièrement au média, qu'il est sa construction propre : il est le dépositaire des règles de la chaîne. Si celle-ci perdure, c'est qu'elle a su imposer ce « sujet » comme une forme suffisamment stable et suffisamment acceptable par un nombre important de téléspectateurs* ».

---

<sup>21</sup> Une piste intéressante de recherche consiste à tenter un profil sociologique de ce groupe virtuel d'auditeurs.

## **CONCLUSION**

On en vient à l'observance d'une démarche de production discursive biphasée, ou écartelée, entre éthos de proximité et d'accessibilité, et éthos de distance et de respect. Il semble d'ailleurs possible d'identifier cette démarche à double tension dans une programmation en double prime time sur les radios urbaines de Yaoundé, un prime time institutionnel entre 11 heures 30 et 13 heures 30, et un prime time populaire aux heures de diffusion des débats politiques ou des émissions interactives.

Pendant que le discours politique journalistique et informatif installe sa crédibilité sur la modération et la distance, le discours radiophonique d'opinion politique sur les radios étudiées joue sa survie sur la démesure et la surenchère. Il semble que le pouvoir politique des radios privées de Yaoundé par rapport aux institutions et aux acteurs politiques ait partie liée avec le pouvoir de plus en plus grand que ces radios tiennent de leur public du fait de cette deuxième catégorie de discours. Il y a une intervention en direct de l'auditeur à la radio, de telle manière que le moyen de contrôle échappe à l'autorité publique. « A vous l'antenne », émission interactive sur RTS a pour sous titre : « le pouvoir aux auditeurs ». Le public et la radio se trouvent dans un rapport consubstantiel, soit concrètement parce que le public y prend la parole, soit symboliquement par la refiguration que l'énonciateur - producteur en fait sur l'antenne, soit par le contrepouvoir que ce public exerce sur le producteur en influençant en présentiel ses attitudes discursives. Cet investissement de la radio par son public constitue la radio en pouvoir, ou en contre pouvoir. Ce n'est donc pas à la radio que le pouvoir politique s'attaquerait, car, la radio n'est pas, n'est plus seulement la « maison de la radio » dans une vision ancienne sous régime monopolistique et de discours unilatéral, envoyant des informations injonctives sans prise de

participation de son public. La radio est un bloc constitué des interactions physiques et symboliques qui entrelacent l'émetteur et le récepteur en un front unique. Sous prétexte d'étudier l'éthos du discours politique radiophonique, on en vient à une étude sur la nature même du pouvoir de la radio par rapport aux acteurs et aux institutions politiques.

## **BIBLIOGRAPHIE**

**ABWA Daniel**, « Douala et Yaoundé : deux villes, deux tempéraments, deux destins », pages 352 à 368, in *Constructions identitaires en Afrique : enjeux, stratégies et conséquences*, David Yaoundé, éditions CLE, 2006, 398 pages

**ALBERT Pierre et TUDESQ André-Jean**, *Histoire de la radio-télévision*, Paris, Presses Universitaires de France, 1996 [1981], 126 pages.

**BOPDA Athanase**, *Yaoundé et le défi camerounais de l'intégration ; A quoi sert une capitale d'Afrique tropicale ?*, Paris, CNRS édition, 2003, 422 pages.

**BOYOMO ASSALA**, « Mass medias et multipartisme en Afrique francophone : le cas du Cameroun »; in *Fréquences sud*, Yaoundé, Numéro 13, pages 11 à 30.

**CARVELIER Patrice et MOREL-MAROGER Olivier**, *La radio*, Paris, PUF, 2005, 127 pages.

**EONE Tjadè**, *Radios, publics et pouvoirs au Cameroun : utilisations officielles et besoins sociaux*, l'Harmattan, Paris, 1986, 287 pages.

**ESQUENAZZI Jean-Pierre**, *Le pouvoir d'un media : TF1 et son discours*, Paris, L'Harmattan, 1996.

**ETOA ONAMBELE Marguerite Estelle**, *Les stratégies d'identification des radios de Yaoundé : étude comparative de Yaoundé FM 94 et des radios privées (Magic FM, Radio Reine et Radio Télévision Siantou)*, Yaoundé, Mémoire DSTIC, novembre 2004, ESSTIC.

**FOUCAULT Michel**, *L'ordre du discours*, Paris, Gallimard, 1971, 82 pages.

**FOUCAULT Michel**, *L'archéologie du savoir*, Paris, Gallimard, 1969, 275 pages.

**GLANDOWSKY Eric**, « Les discours du pouvoir : le discours politique », pages 151 à 170, in *Sémiotique : l'Ecole de Paris*, COQUET Jean-Claude (Dir.), Paris Hachette, 1982, 207 pages.

**GOFFMAN Erving**, *La mise en scène de la vie quotidienne/ 2. Les relations en public*, Paris, éditions de Minuit, 1973.

**JAMET Claude et JANNET Anne-Marie**, *La mise en scène de l'information*, Paris, L'Harmattan, 1999.

**KERBRAT-ORECCHIONI Catherine**, *Les interactions verbales ; 1/ Approche interactionnelle et structure de conversations*, T. 1, Paris, Armand Colin, 1998.

**KONE Hugues**, « Mass-media et multipartisme : exemple de la Côte d'Ivoire », pages 45 à 58, in *Fréquence Sud*, numéro 14, Juin 1998, ESSETIC, Yaoundé.

**KRIEGEL Blandine**, *Propos sur la démocratie : essai sur un idéal politique*, Paris, Descartes et Cie, 1994.

**LANGUE MENYE Gisèle**, « Médias audiovisuels et processus de médiatisation du discours politique au Cameroun », pages 33 à 45, in *Fréquence Sud*, Numéro 13, ESSTIC, Yaoundé.

**MIEGE Bernard et alii**, *Le JT, mise en scène de l'actualité à la télévision*, Paris, INA – La documentation française, 1986.

**MABOU**, « L'audiovisuel au Cameroun : permanence et ruptures », pages 88 à 110, in *Fréquence Sud*, numéro 17, Avril 2004, ESSTIC, Yaoundé.

**MODO ASSE**, « La chanson dans la communication politique au Cameroun », pages 121 à 131 in *Fréquence Sud*, numéro 13, Yaoundé, ESSTIC.

**RIEFFEL Rémy**, *Que sont les medias ? Pratiques, identités, influence*. Paris, Gallimard, 2005, 539 pages.

**RINGOOT Roselyn et RUELLAN Denis**, « Pairs, sources et publics du journalisme », pages 63 à 77, in *sciences de l'information et de la communication : objets, savoirs, discipline*, Sous la direction de Stéphane Olivesi, Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 2006.

**OMGBA Marc Joseph**, « Panorama des médias au Cameroun dans le contexte démocratique : presse écrite, médias audiovisuels », pages 13 à 42, in *Fréquence Sud*, numéro 14, Juin 1998, ESSETIC, Yaoundé.

**SIMO David**, « Reconstitution du moi individuel et collectif dans le contexte urbain : contraintes et possibilités », pages 308 à 318, in *Cons-*

*tructions identitaires en Afrique : enjeux, stratégies et conséquences*, David Yaoundé, éditions CLE, 2006, 398 pages.

**SCANNEL Paddy**, « L'intentionnalité communicationnelle dans les émissions de radio et de télévision », in *Réseaux*, n° 68 CNET -1994.

**SCHLESINGER Philip**, « Repenser la sociologie du journalisme : les stratégies de la source d'information et les limites du media-centrisme », in *Réseaux* n° 51 CNET, 1990.